



Habitat & Collectivités Locales

Numéro spécial :

l'offre de services « prestations intellectuelles »

hors BET et MOe, en matière de logement et d'habitat en France

Nouvelle formule – été 2010

Editorial

La tâche aura été moins simple qu'il n'y paraissait de prime abord. Même sans viser à l'exhaustivité, tenter de constituer un annuaire des prestataires de services intervenant en conseil dans le domaine de l'habitat (enfin, du logement...) s'est vite révélé compliqué, d'abord pour définir justement « ces prestataires ». C'est que l'économie, le droit, la statistique, l'observation et bien d'autres talents sont convoqués le plus souvent mais cela ne fait pas un *corpus* clairement identifié.

D'ailleurs, pour une autre « profession », celle des *urbanistes*, la question est loin d'être réglée et malgré une tentative de classement (celle de l'OPQU), on reste dans le flou, le transversal et autres territoires mal définis...

Assez simplement, on a d'abord procédé par exclusion : pas de BET « technicien » ni de maîtres d'œuvre... et pas d'émanation de laboratoires d'enseignement ou autre institut ou université. Mais ensuite il faut se livrer à un exercice autrement plus sophistiqué en tentant quelque classification. Il s'agit bien sûr d'abord de recenser les boutiques qui peuvent être utiles à nos lecteurs, et qui donc travaillent pour les collectivités locales et/ou les opérateurs du logement, principalement social. Telle est l'offre de services que l'on entend ici vous présenter.

Cette offre se répartit en quelques grandes catégories. Parmi celles-ci, bien sûr, certainement la plus nombreuse et presque impossible à bien recenser : l'armée silencieuse des consultants, entrepreneurs individuels, souvent d'anciens cadres de structures importantes qui en ont été licenciés, pré-retraités ou jeunes retraités qui ne veulent ou ne peuvent pas décrocher... le secteur n'est pas le seul à avoir vu se développer cette catégorie de « consultants ». Sans parler des enseignants...

Et la classification par métiers demeure difficile !

Fidèle à son approche « numérique », HCL a presque exclusivement utilisé des données figurant sur Internet ce qui risque d'écarter les entreprises qui n'y sont pas présentes. Par exemple, l'un des principaux bureaux d'études du secteur n'a pas (encore ?) de site...

Il faut se rendre à l'évidence, notre tentative de présentation raisonnée (au sens du catalogue) reste largement inaboutie mais, à notre manière, vous présente un panorama certes incomplet mais assez large de l'offre de prestations accessible aujourd'hui.

Que tous ceux – et ils sont nombreux, on en a bien conscience - qui n'y figurent pas alors qu'ils auraient du y être veuillent bien accepter nos excuses.

Ce hors série fera l'objet d'une mise à jour, probablement annuelle.

Guy Lemée

Précisions :

- L'offre de formation fera l'objet d'un traitement spécifique dans un prochain numéro spécial
- C'est à dessein qu'il n'existe pas de priorité de présentation dans les tableaux ; l'ordre alphabétique nous a semblé trop arbitraire... on lui a substitué celui du hasard – de notre hasard – qui ne vaut ni classement ni ordre de préférence !
- Bien entendu, cette publication est totalement libre de toute publicité
- Elle peut faire l'objet d'une vente « au numéro » pour les non abonnés, sur demande
- Si vous avez des observations et remarques, n'hésitez pas à nous en faire part. De même, si vous souhaitez nous signaler tel expert ou telle boutique spécialisée qui aurait échappé à notre recensement comme pour apporter une précision ou rectifier une information, écrivez à hcl@inventaires.fr

Un peu d'histoire...

Dans les domaines suivis par HCL, l'offre d'expertise (et pas que...) fut longtemps dominée par les filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations.

6 et 7... enfin SCIC et SCET ont été dès les années cinquante les bras armés de l'Etat en matière d'aménagement urbain et de logement, social surtout.

En savoir un peu plus (le logotype de la Scet, avec ses 3 griffes rouges sur fond bleu a disparu ?):



<http://www.cawa.fr/logement-la-cdc-tourne-une-page-article002473.html>

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RHU_023_0015

http://ecole.org/seminaires/FS7/CF_23/CF190396.pdf

<http://www.aarscet.com/index.php?op=edito>

<http://www.senat.fr/questions/base/2003/qSEQ030608012.html>

Tout se passait en parfaite harmonie avec les services de l'Etat (l'Equipement) et les organisations d'opérateurs comme l'Union HLM et la Fédération des SEM... Lesquelles structures d'ailleurs ont pu être, un temps, si ce n'est contrôlées, au moins partiellement financées par cette même CDC - et ses filiales - en assumant une proximité originale.

C'est que le logement et sa politique, avant et après la décentralisation, sont restés des domaines largement réservés à l'Etat et à ses cadres (Ponts et Chaussées, TPE,) : aujourd'hui encore, l'expertise logement est rarement considérée comme pertinente en dehors de ces univers. Même les « vedettes » du secteur ont eu un parcours et/ou des liens forts avec l'institution. On est en France.

La relation de ces expertises avec celles liées à l'urbain fut longtemps compliquée : deux codes distincts (le CCH et le code de l'urbanisme) et pour les juristes deux cursus bien différents (privatistes vs/ publicistes), deux directions ministérielles séparées (concurrentes souvent !) et une acception française de ces sujets pour tout dire longtemps techno-structurée. En résumé, la réflexion jugée noble était celle relative aux infrastructures (l'aménagement, l'urbanisme...) et celle concernant le logement (l'immobilier) plus contingente, moins « chic », traitant des superstructures. Et lorsqu'il s'agissait d'agir sur le logement public (traduisez : HLM...), même les salaires étaient inférieurs. Longtemps, ces filières n'attiraient pas les meilleurs, les plus ambitieux... Les choses ont (heureusement ?) changé. Difficile de situer précisément le tournant mais on se risque à proposer le passage de Robert Lion (http://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Lion) à la tête de la Caisse des dépôts, certes contemporain de la décentralisation qui a bien entendu contribué largement à changer la donne.

Bref, aujourd'hui, le principal de ce qui reste de l'offre de prestations de la CDC est localisé juridiquement au sein de la SNI (http://www.groupesni.fr/societes_du_groupe/scet) dans une SCET qui n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle fut... malgré son réseau des SEM qui subsiste.



<http://www.scet.fr/>

Etant précisé que l'un des principaux opérateurs de vente HLM (l'auteur a participé à cette aventure dès le milieu des années quatre-vingts), issu de la SCIC, est dans le giron d'Icade (issue elle-même de la séparation entre activités)

Revenons au Mouvement HLM qui, comme toute organisation professionnelle importante, a constitué progressivement une offre de services pour ses adhérents. Outre la réponse à une nécessité, la maxime « charité bien ordonnée ... » aura bien entendu trouvé application et ce n'est pas faire injure à la réelle expertise actuelle au sein des « filiales techniques » de l'USH (<http://www.union-habitat.org/filiale>) que de rappeler que parfois elles ont pu servir de lieu d'accueil commode à des personnalités – des techniciens ou non – « en panne » pour divers motifs souvent *politiques*... Epoque révolue assure-t-on. Aujourd'hui, l'essentiel des compétences du Mouvement HLM « sur le marché » est localisé au sein d'Habitat & Territoires Conseil (<http://www.habitat-territoires.com/>)

Il n'existait ainsi guère de place pour des prestataires réellement privés. Au delà des entrepreneurs individuels (*l'armée des consultants*) on peut détecter quelques origines aux entreprises actuellement présentes sur ces marchés :

- Le regroupement relativement récent de diverses « petites » boutiques qui travaillaient pour le secteur public local. Sémaphores (<http://www.groupe-alpha.com/fr/footer/contacts/contacter-semaphores.html>) aujourd'hui en est un exemple, sous la houlette de SECAFI-Alpha (qui a repris les activités comptables de la SCET... et a « raté » la reprise du reste)
- Le développement d'une offre de conseils et de prestations à partir d'un autre métier de base, un peu comme les architectes se sont « emparés » de l'urbanisme... de nombreux urbanistes se sont spécialisés vers le logement ou ont ajouté une corde à leur arc. Ainsi en est-il des Agences d'urbanisme (<http://www.fnau.org/clubs-groupes-travail/club-documentation/c-848/fiche-club.asp>) dont beaucoup ne négligent pas (ou plus) le logement mais aussi de bien des structures locales. De même, les Pact (<http://www.pact-arim.org/>) et les associations du Mouvement Habitat&Développement (<http://www.habitat-developpement.tm.fr/reseau/index.cfm>), positionnés par les pouvoirs publics sur des champs bien spécifiques (amélioration du parc privé, pour faire simple) se sont parfois engagés dans des offres d'expertises plus large. Mais aussi les « gros » du conseil issus du monde de l'expertise comptable qui ont presque tous un département spécialisé... comme beaucoup de « juristes », avocats ou non, qui se sont positionnés sur cette thématique.
- Enfin et surtout, la demande grandissante d'expertise formulée par les collectivités locales (décentralisation oblige !) et en particulier à l'occasion des PLH (Programmes locaux de l'habitat) « inventés » dès 1983 par la fameuse Loi « Deferre » renforcés en 1991 par la non moins fameuse Loi LOV (Loi d'orientation pour la Ville) de 1991 C'est la loi « Libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004 qui en fera le dispositif central de la politique *habitat* des territoires. Plus près de nous (2006 : loi « ENL » Engagement national pour le logement) encore, le PLH, d'abord rendu obligatoire dans presque tous les regroupements intercommunaux de plus de 50.000 habitants devient « incontournable » pour de plus en plus de communes urbaines...
<http://www.cawa.fr/programmes-locaux-de-l-habitat-l-etat-reprend-la-main-article003550.html>

Par exemple, le bureau d'études de Guy Taieb – GTC - (<http://www.cawa.fr/les-ixemes-entretiens-de-l-habitat-l-anah-la-ministre-etc.-article002273.html>) s'est taillé la part du lion sur ce marché PLH (certainement 1 PLH sur 2 en France lui sera « passé » entre les mains) et aujourd'hui Sémaphores (déjà cité) avec sa force de frappe (le groupe Alpha) rafle actuellement la plupart des plus gros dossiers...



Dessin Jean Stierlé pour l'Adeus-avec leur aimable autorisation
http://www.adeus.org/Ressources/Publications_Periodiques/synergie-pour-l-habitat/plonearticle_image_popup?image_id=2b35518cdf0df656a57ccd549b5c6044

Les « annuaires » disponibles

On l'a vu, la difficulté de décrire les métiers que l'on veut présenter ici reste un obstacle majeur à la classification. Les deux « annuaires » qu'on vous présente souffrent ainsi – aussi – de cette situation. Même si leur origine est fort différente, saluons leur existence et leur utilité.



ETD-Entreprises territoires développement
(http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/ETD-Qui-sommes-nous),

Institution originale souvent évoquée dans HCL, met en ligne un annuaire des consultants (citation) « intervenant dans le champ du développement territorial et de l'aménagement ».
http://www.projetdeterritoire.com/index.php/plain_site/Nos-services/Consultants

Le site « annuaire » d'ETD :

<http://www.territoiresetconsultants.com/>

La recherche sur le champ « habitat/logement » :

http://www.territoiresetconsultants.com/recherche.php?crit_champs=1&champs%5BHabitat_Logement%5D=1&afficher=Afficher+les+r%E9sultats



Association des Consultants
en Aménagement
et Développement des Territoires

<http://www.acad.asso.fr/?-Que-fait-l-ACAD->

Après des débuts lents et chaotiques, très marqués par les personnalités de ses promoteurs, l'Acad d'abord controversée constitue aujourd'hui une vraie organisation professionnelle indépendante qui rassemble une part désormais significative des « consultants » de sa sphère. Bien sûr, l'éventail des structures est très (trop ?) large : de ParDtDev au consultant qui travaille seul avec son PC sur les genoux dans son salon en passant par le très actif réseau Urbanis... ou GTC !

Mais bon, leur annuaire est en ligne :

<http://www.acad.asso.fr/?-L-annuaire->

D'autres sources peuvent permettre de localiser des expertises :



<http://www.reseau-habitat-logement.net/welcome.do;jsessionid=35C6812AB0936E88EF3831A444458E4A>

Leur « guide des experts » (qui balaie plus large que la seule expertise « logement »)

<http://www.idealconnaissances.com/images/stories/catalogue-experts.pdf>

L'OPQU (<http://www.opqu.org/histoire.php>)



Tentative louable de donner un cadre quasi-institutionnel à la constellation des intervenants de l'urbain, l'OPQU édite son annuaire (celui des urbanistes « certifiés ») mais on observera que parmi les missions, aucune n'apparaît comme spécifique à la problématique « logement »

<http://www.opqu.org/upload/annuopqu.pdf>

Les structures d'étude et de conseils

Les réseaux...

Réseaux publics/para-publics		Commentaires HCL
Les Agences d'urbanisme	http://www.fnau.org/reseau-agences/agences.asp	<p>52 agences qui sont le plus souvent rattachées à des « territoires » d'une certaine taille comme les « aggro ». L'habitat fait même l'objet d'un « club » : http://www.fnau.org/clubs-groupes-travail/club-documentation/c-848/fiche-club.asp</p>
Les CAUE (Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)	 http://fncaue.fr/spip.php?rubrique9	<p>Chaque CAUE est rattaché à son département et fournit des conseils, plutôt en matière architecturale...</p>
Les Pact (ex Pact Arim)	 http://www.pact-habitat.org/reseau.html	<p>Départementalisées, ces structures vraiment associatives proposent leurs prestations tournées vers l'occupant (OPAH, PIG, conseils) du parc « privé (par opposition au parc HLM) sur des sujets comme l'adaptation (vieillesse, handicap) du logement. Certaines associations disposent de bureaux d'études très pro. Et il existe un projet d'en constituer un par ensemble régional. http://www.pact-habitat.org/qui_sommes_nous.html http://www.pact-habitat.org/uploads/File/ompa/AdresPact-1003.pdf</p>
Habitat-Développement	 http://www.habitat-developpement.tm.fr/	<p>Très comparable au Mouvement Pact dans ses actions et « philosophie », HD (anciennement HD R... pour rural) un peu cousin de province –ou de campagne- des Pact se développe désormais même « en ville » sans complexe. Les deux mouvements auraient pu/du se rapprocher mais quelques affaires d'hommes et d'ego...</p>

Les experts institutionnels

La caisse de garantie du logement locatif social

Qui affirme offrir une expertise (donc des conseils ? à quelles conditions ?)

http://www.cglls.fr/perennite_du_logement_social_7/une_equipe_experts_11/une_equipe_experts_131.html

L'offre de services du Mouvement HLM : Habitat Territoires Conseil



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT



<http://www.habitat-territoires.com/>

Une grosse boutique : 170 collaborateurs dont 140 consultants, un chiffre d'affaires annuel « logement » d'une quinzaine de millions d'euros (!), des expertises qui (citation) *concernent l'Habitat et la sphère urbaine (Stratégie d'habitat, diagnostics urbains, OPCU...), les dimensions stratégiques et techniques des patrimoines (Stratégie de Patrimoine, AMO en neuf ou réhabilitation, Stratégie d'entretien, choix et équipements énergétiques, ascenseurs, équipements techniques,..) ainsi que les dimensions stratégiques et managériales des organisations hlm - Stratégie développement, performance des organisations et des process, qualité de service, RSE, (...)* Un peu couteau suisse, « ils » vous font à peu près tout... Bon, une clientèle largement captive (exemple ? Conventions d'utilité sociale : 250 dossiers suivis à fin juin !), un réseau unique (HLM) et des connexions privilégiées avec d'autres réseaux (élus locaux, pouvoirs publics) etc.) expliquent en grande partie cela. Une belle machine qui a connu quelques soubresauts et diverses réorganisations (plusieurs entités existaient avant). Les inconvénients (ou désavantages) qu'on peut trouver à faire travailler une telle structure restent inhérents à la taille de l'organisation et au fait qu'elle doit globalement être « dans la ligne » maison (HTC est bien une filiale intégrale de l'USH).

Mairie-Conseils (un service de la ... Caisse des dépôts !)

Destiné aux petites communes.



<http://www.localtis.fr/cs/ContentServer?pagename=Mairie-conseils/Page/MCAccueil>



Exemple (rare) de production sur le logement :

http://www.demarches-mairieconseils.net/habitat_territoire/index.htm

Les prestataires par « métier ». Une petite sélection...

Aujourd'hui, il n'existe pas ou plus de « grosses » structures privées de conseil clairement dédiées en totalité au logement. Mais il existe une constellation de petites entreprises.

(1) = consultants indépendants, selon la formule consacrée, qui signifie qu'ils travaillent principalement seuls, sans salariés...

Etudes logement, Habitat, territoires, stratégie, etc.		Commentaires HCL
GTC – Guy Taieb Consultants	Paris – Tél. 01 42 72 63 13 (pas de site Internet !!) Courriel général : gtaieb@teaser.fr	On a déjà évoqué cette boutique... Guy Taieb est le <i>pape</i> des données logement en France. Une dizaine de collaborateurs et un bon million d'euros d'honoraires l'an, pour l'heure...
Square	Nantes - Tél. : 02 40 74 53 42 Asnières s/Seine (92) Tél. : 01 47 90 87 26 (pas de site Internet)	A Nantes et en région parisienne, une toute petite structure dont on nous dit le plus grand bien.
Sémaphores	http://www.groupe-alpha.com/fr/footer/contacts/contacter-semaphores.html	L'enseigne fondée à Marseille par un bon connaisseur (J. Krikorian) rassemble désormais une offre plus vaste de prestations où l'on conjugue le mot « territoires ». Sémaphores est une des sociétés du groupe original bâti par Pierre Ferracci - très en cour au plus haut niveau de l'Etat en ce moment - à partir du conseil aux Comités d'entreprises.
Urbanis	http://www.urbanis.fr/actu_30ansurbanis.php	Constitué à partir des métiers (et quelques fois des chasses gardées...) des Pact (habitat privé, mous, opah, pig, etc.) Urbanis s'est développé sur ces plates bandes là. La belle boutique, fondée par Jean-Marc Natali est aujourd'hui un acteur « incontournable » privé et commercial. 10 agences régionales, 170 « intervenants » pour une dizaine de millions d'euros de chiffre d'affaires !
Codra	http://www.codra-conseil.com/03DOMAINES-NEW.html	A partir de l'AMO assez technicienne et d'une expertise reconnue en « transports et déplacements », la thématique du logement lui est devenue naturelle. 25 personnes emmenées par la très pro. Cécile Bouclet et plus de 2 millions d'euros d'honoraires annuels...
Territoires – Sites et Cités	http://www.territoires-sites-cites.com/tsc-habitat.html	Venue de l'urbanisme sous la houlette de Dominique Lancrenon, très impliquée au service de la profession, l'entreprise est aussi présente sur le secteur du logement... une approche pluridisciplinaire.
Altair	http://www.altair-habitat-territoires.fr/index.php?page=1&cible=6	Basé dans le « grand Sud » ce BE est dédié aux problématiques habitat au service des CL. On nous en dit le plus grand bien...
AcadieGroupe Reflexe	http://www.acadie-reflex.org/references.asp?domaine=Habitat http://www.groupeflexe.org/	Une organisation originale en coopérative et du beau monde avec, en particulier Daniel Béhar et quelques collaborations revendiquées (dont Laurent Davezies... le « découvreur » de l'économie résidentielle)
Espacité	http://www.espacite.com/index2.html	Filiale spécialisée d'un CIL (1% logement). Anecdote (?) employeur de la nouvelle patronne des Verts...

Ville et Habitat	http://www.ville-habitat.fr/	Une boutique emmenée notamment par le tandem Jean-Pierre Troche, polyvalent et très impliqué dans l'AEU et Marie-Annick Lannou : du sérieux...
Geodes	http://www.aates.org/03_etudes.html	
Urbam	http://www.urbam.fr/fichiers/politic%20habitat/grand-jeu-politic.htm	
Cerur	http://www.cerur-reflex.org/references/index.php?tf%5Bdomaine%5D=3	
Nancy Bouche (I)	Cabinet « Bouche Double » bouche-double@sfr.fr	Ancienne haut fonctionnaire qui a notamment présidé le Pôle national de lutte contre l'habitat indigne, N. Bouche est spécialiste des quartiers anciens et de l'habitat privé. Elle propose des prestations «sur mesure » de consultations à caractère juridique et administratif, notamment...
Bertrand Biehler (I)	http://www.habitatconseil.eu/	Direction et évaluation de projets « logement », Bertrand B. a notamment travaillé au sein du Mouvement Pact mais aussi côté « grande collectivité locale »... et services de l'Etat. Un indépendant très expert de bons conseils...
Alain Lhuissier (I)	alain-lhuissier@wanadoo.fr Tél. : 06 70 02 68 83	... politiques publiques du logement. A. L. a notamment dirigé des organismes HLM et créé le service habitat d'une interco...

Inclassables		
Ineum Consulting	www.ineumconsulting.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=105&Itemid=116	Cabinet international qui intervient aussi dans le secteur public et ne néglige pas « les politiques de l'habitat » mais aussi l'appui aux opérateurs (même HLM)
Maat	http://www.maatconseil.com/category/actualites/	Des clients prestigieux dans la sphère HLM et politique, quelques collaborateurs connaissant bien leur affaire... la personnalité de son très communicant fondateur comme des informations sur un récent redressement judiciaire nécessitent de votre part des vérifications, certainement.
AIC	http://www.ai-consultants.fr/	Société fondée par un ancien de Dexia passé par la direction d'un groupe HLM.
Bâtir	http://www.batir.com/	Données, simulations, fiscalité et HLM... sous la houlette des frères Korsakoff qui connaissent très bien le milieu de l'aménagement.
Clergeau	http://clergeauconsulting.com/CC_Social/Logement_Social.html	... à découvrir

Diverses spécialités		
Paction	(pas de site Internet) Bureau à Paris. Tél. : 01 43 37 93 36 alain.moittie.paction@wanadoo.fr	Montage d'opérations HLM : c'est dans ce métier qu'Alain Moittié s'est fait une réputation très pro...
Habitants et Logements, Consultant	http://habitants-et-logements.com/	Enquêtes locataires, relations avec les habitants, etc.
Cabinet F.P AMATHIEU	Tél. : 01 43 42 93 85 fabien@imoteam.com	Cabinet spécialisé depuis 23 ans dans le « marketing » du logement social et des quartiers...
Etats d'Esprit	http://www.etat-desprit.fr/qui-sommes-nous/equipe/sandrine-bagarry/	Communication, concertation publique...
SCORE2D	http://www.score2d.eu/score2d/infos.htm	AMO « dev-durable » avec un vrai goût pour les questions habitat/logement...
Quadrial	http://www.quadral.fr/reseau/quadral-transactions/	Vente HLM. Filiale du Groupe Batigère...
Icade Transactions	www.icade.fr/fo/file.do?id=3168	Vente HLM. Filiale du Groupe Icade...
Soraya Khelifi (I)	contact@syrielle.com Tél. : 09 51 06 93 03	Une approche originale en vue de former les hommes et femmes gardiens d'immeubles en logement social... DRH, recrutement, insertion, etc. ...
Prévention-Consultants (Groupe BTP-Consultants)	http://www.prevention-consultants.fr/vos-formations-en-1-clic/catalogue-2010-c181.html	La maison mère est très présente (technique) sur le créneau du logement, notamment social. La filiale « prévention » se lance dans la formation sur des thématiques « logement ».

Systèmes d'information		<i>On ne présente pas ici les grands éditeurs de logiciels qui intègrent des services...</i>
Maury Conseil (I)	http://www.sergemaury.com/?Qualif	Serge Maury est un « consultant indépendant » reconnu...
D6 géo	http://www.d6geo.com/V2/	SIG par de bons connaisseurs des questions logement, notamment social...
Jacqueline Fétis (I)	http://www.jacqueline-fetis.fr/	Une consultante informatique qui aligne de belles références « logement social »

Tout droit ? Juristes et avocats (sécialisés)		<i>Tous les cabinets d'avocats vous diront qu'ils ont cette spécialité « en magasin »... aussi, on ne citera pas ici les « big », les gros cabinets français ou internationaux, sauf exception signalée à raison de l'expertise personnelle soulignée ...</i>
Bertrand Lacourte Notaire	http://www.lacourte-notaires.eu/index2.php	Une étude parisienne ancienne qui continue à porter le patronyme de son fondateur. Une longue histoire avec l'urbain et le logement social à travers des années de collaboration avec l'univers de la CDC...
Pierre-Henri Hanoune Avocat	http://www.avocatparis.org/Eannuaire/Resultat2.aspx?cnbf=18622	Un avocat pugnace : droit de la co-propriété, expropriation, etc. ...
Jean Capiaux Avocat	http://www.avocatparis.org/Eannuaire/Resultat2.aspx?cnbf=26533	Jean Capiaux s'est fait une spécialité de conseiller les collectivités locales...
Aldo Sévino Avocat	http://www.delsolavocats.com/avocat_aldo_sevino.html	... au sein d'un cabinet qui s'était fait connaître par son expertise en matière d'associations...
Marie-Yvonne Benjamin Avocat	http://www.genesis-avocats.com/my-benjamin.php	Spécialiste de l'économie mixte, donc du cœur des problématiques logement. Voilà.
Armand Boukris Avocat	http://www.avocats-boukris.com/	Un des très rares avocats spécialistes de la gestion locative en HLM (et pas que...)
Bruno Wertenschlag Avocat	http://www.fidal.fr/les-avocats/bruno-wertenschlag_0910633.html	L'un des premiers avocats à avoir fait du monde HLM son domaine d'excellence...
Olivier Savignat Avocat	http://www.os-avocat.fr/	On nous en dit le plus grand bien et il semble vouloir, de l'immobilier, aller vers le logement social.
Serge Diebolt Avocat	http://sos-net.eu.org/copropriete/index.htm#Sommaire	Spécialiste de la copropriété, il compte aussi parmi ses clients des collectivités locales.
Vincent Guinot Avocat	http://www.hg-avocats.com/	Très « urbaniste »...

Finance, comptabilité, etc.		Tous les cabinets d'experts comptables et commissaires aux comptes vous diront qu'ils ont cette spécialité « en magasin »... aussi, on ne citera pas ici les « big », les gros cabinets français ou internationaux, sauf exception signalée à raison de l'expertise personnelle soulignée ...
CFCA	http://www.commissariat-comptes.com/	Un cabinet à taille humaine qui connaît particulièrement bien, outre le monde HLM et « mixte » (les SEM d'aménagement), celui de la construction et de l'immobilier « privé »...
Comptes	http://www.cabinet-comptes.com/	
Cbt Posokhow	http://www.cabinet-posokhow.com/Présentation	
Cbt Ciron	http://www.ciron-associes.info/collectivites-locales-1700.html	
Stratégies locales	http://www.strategies-locales.fr/accueil.php?a=page142000	Conseils financiers aux CL
Finance Active	http://www.financeactive.com/services-de-gestion-financiere-pour-habitat-social.do	Le poids lourd du secteur : conseils et gestion de dette des CL et des organismes de logement social. En 10 ans à peine, ses fondateurs ont su imposer leur modèle... très Internet !
F C L	http://www.fcl.fr/	Cabinet réputé, parti des finances locales pour aller vers des zones plus urbaines...



Dessin Jean Stierlé pour l'Adeus-avec leur aimable autorisation
http://www.adeus.org/Ressources/Publications_Periodiques/synergie-pour-l-habitat/plonearticle_image_popup?image_id=2b35518cdf0df656a57ccd549b5c6044

HCL Publications, RCS Créteil 512 025 578 - 31, rue de Villeneuve - 94370 Sucy-en-Brie

Directeur de publication : Guy Lemée

Courriel : hcl@inventaires.fr Site Internet dédié: <http://hcl.inventaires.fr>

Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (service de presse en ligne) : N° 1211 W 90099

© 2009 - 2010 ® Habitat & Collectivités locales - **Tous droits réservés**

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Habitat & Collectivités Locales

La lettre hebdomadaire	Le site Internet	Les alertes	Les hors-séries
Recevez votre lettre chaque semaine par courriel sur tous vos postes de travail	Les archives et la base documentaire	Recevez les informations importantes en temps réel par courriel	Des numéros spéciaux sur des thèmes choisis 3 éditions / an

BON DE COMMANDE

**OFFRE SPECIALE RENTREE 2010 : RESERVEE AUX NOUVEAUX ABONNES
SOUSCRIPTION POUR ANNEE 2011 – DERNIER TRIMESTRE 2010 OFFERT**

TARIF TTC Année Civile			ABONNE			VOTRE FORMULE (2)	Mode de règlement
	Abonnement de base 46n°/an + 3 H.S.	Offre Nouvel Abonné Octobre à Décembre 2010	Organisme HLM et SEM	Collectivité (région, département, commune, EPCI)	Entreprise privée (Hors secteur bancaire)		<input type="checkbox"/> Chèque ci-joint à l'ordre d'HCL Publications <input type="checkbox"/> Mandat administratif réservé aux personnes publiques (voir RIB ci-dessous) Une facture vous sera adressée dès réception du bulletin d'abonnement
T5	950 €	GRATUIT	> 40 000 logements	> 100 000 habitants	> 100 salariés	<input type="checkbox"/>	Société Générale – Montreuil sous bois Titulaire du Compte : HCL Publications 31, rue de Villeneuve 94370 Sucy-en-Brie IBAN FR76 3000 3038 8000 0203 8929 570 – BIC : SOGEFRPP Banque Guichet N° de Compte Clé RIB 30003 03880 00020389295 70
T4	750 €	GRATUIT	< 10 001 à 40 000> logements	< 50 001 à 100 000> habitants	<51 à 100> salariés	<input type="checkbox"/>	
T3	450 €	GRATUIT	< 1 001 à 10 000> logements	<10 001 à 50 000> habitants	<6 à 50 > salariés	<input type="checkbox"/>	
T2	250 €	GRATUIT	< 1 000 logements	<10 000 habitants	<1 à 5> salariés	<input type="checkbox"/>	
T1 (1)	150 €	GRATUIT			Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/>	

(1) Le tarif T1 correspond à un abonnement pour un usage individuel, réservé au seul lecteur désigné. (2) Choisir et cocher votre tarif
NOUS CONSULTER pour tout autre organisme, administration, établissement, agence d'Etat et/ou locale, ONG/association, université & école, Organisation professionnelle, établissement financier, structure de groupe ou « tête de réseau »...

Nom :	Entreprise ou Organisme :	<p>Je m'abonne pour l'année 2011 après avoir lu et accepté les conditions générales de vente et d'utilisation.</p> <p style="text-align: right;"><i>Signature et cachet</i></p>
Fonction :	Adresse :	
Service :	Code postal : Ville :	
Courriel (email) :	Téléphone : Fax.....	

Conditions générales de vente et d'utilisation

(Avril 2010)

Diffuseur/Editeur

La lettre « Habitat & Collectivités locales » (marque déposée INPI) et ses prestations documentaires et de veille associées constituent un ensemble autonome de services produit, édité et diffusé par « HCL publications »

Siret 512 025 578 00018 - APE 5813Z - Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (service de presse en ligne) : N° 1211 W 90099

Directeur/responsable de la publication : Guy Lemée – hcl@inventaires.fr

Article 1. Champ d'application

Les présentes conditions générales de vente et d'utilisation s'appliquent à tout souscripteur d'abonnement de la lettre « Habitat et Collectivités locales » et services associés et sont indissociables du bulletin d'abonnement. Nous nous réservons la possibilité de modifier à tout moment sans préavis les conditions générales d'utilisation. Nous informerons les abonnés de ces modifications par courrier électronique et nous les ferons apparaître sur notre site Internet. Les présentes sont soumises au droit Français et en cas de contestation, seul sera compétent le Tribunal de Commerce de Créteil.

Article 2. Abonnement – Accès au service – Renouvellement - Résiliation

L'abonnement comprend divers services dont l'accès et/ou la réception par courriel d'une version numérique de la lettre hebdomadaire « Habitat et Collectivités locales », de « hors-séries » et l'accès réservé (identifiant et code) à un site Internet <http://hcl.inventaires.fr>

Ces services sont personnellement rendus à l'abonné et, pour les personnes morales, sont accessibles à ses dirigeants et salariés uniquement. Le fait pour l'abonné de rendre accessible tout ou partie de ces services à un ou des tiers, liés ou non juridiquement ou économiquement, constituerait une violation des termes du contrat.

L'accès à la base documentaire et aux archives de la lettre HCL sur site Internet est réservé aux souscripteurs et utilisateurs qui disposent de codes d'accès personnalisés. Ce service sera accessible en permanence par le réseau Internet, sauf cas de force majeure, pannes éventuelles, maintenance. Nous nous réservons le droit de faire évoluer les spécifications techniques et les services fournis afin d'y intégrer des perfectionnements et d'apporter à tout moment au contenu éditorial et aux rubriques (du site comme de la lettre) les modifications, évolutions, ajouts ou suppressions que nous pourrions juger nécessaires ou opportuns.

Sauf mention spéciale du bulletin d'abonnement, l'abonnement porte sur la durée de l'année civile. Un mois avant la date d'échéance, un courriel rappelant le renouvellement de l'abonnement sera envoyé au souscripteur. En cas de non réponse à ce courriel, le principe de tacite reconduction sera appliqué par l'envoi d'une facture et les conditions générales alors en vigueur seront considérées comme acceptées pour la nouvelle période d'abonnement.

Le client peut à tout moment résilier son abonnement par courriel ou par voie postale. La résiliation sera effective à l'échéance de l'abonnement facturé.

Article 3. Conditions tarifaires et de paiement

Les tarifs indiqués le sont en euros et s'entendent nets, dispensés de T.V.A. - article 293 B du CGI. Une facture est automatiquement adressée à réception du bulletin d'abonnement. Le souscripteur déclare librement la catégorie à laquelle il estime appartenir et qui détermine le tarif qui lui est applicable, lequel tarif est donc choisi sous sa seule responsabilité.

Ainsi, le souscripteur qui choisit un abonnement « individuel » ouvrant droit à un tarif privilégié s'engage à respecter un usage à son seul bénéfice personnel.

Article 4. Responsabilité

Nous nous engageons à apporter tous les soins en usage pour la mise en œuvre de l'ensemble des services offerts au souscripteur. Malgré tout, notre responsabilité ne pourra pas être retenue en cas de manquement à nos obligations contractuelles du fait d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure tel que, et sans limitation, les catastrophes, grèves, incendies, inondations, défaillance ou panne de matériel et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du site internet, des moyens de transport, de communication ou du fait de vos agissements. Plus généralement, l'abonné reconnaît expressément être informé qu'en aucun cas nous ne pouvons garantir que les services proposés ne subiront aucune interruption.

La lettre « Habitat & Collectivités locales » contient de nombreux liens vers des sites Internet extérieurs, gérés par des tiers. Nous ne pouvons exercer de contrôle sur ces sites et n'assumons pas la responsabilité quant à leur contenu. Si toutefois il est porté à notre connaissance la présence dans notre lettre de liens vers des pages externes, au contenu illicite, nous supprimerons, après vérification, ces liens. N'hésitez pas à nous avertir de la présence de tels liens.

Enfin, nos informations, présentations et analyses ne peuvent en aucun cas être assimilées à des prestations de services ou de conseil et de ce fait ne peuvent entraîner de mise en cause de notre responsabilité. Aussi elles ne peuvent être utilisées comme un substitut à une consultation rendue par une personne professionnellement compétente.

L'abonné reste totalement libre et responsable de l'utilisation faite des informations et autres contenus diffusés.

Article 5. Protection des données

En aucun cas vos coordonnées ne seront communiquées à des tiers autrement que pour répondre, si nécessaire, à une injonction des autorités légales. Ces informations sont exclusivement utilisées par notre société. Elles ont pour objectifs d'améliorer nos services et de gérer plus facilement la diffusion de nos publications. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations vous concernant, en envoyant un courriel à hcl@inventaires.fr ou par courrier postal à HCL publications, 31, rue de Villeneuve – 94370 Sucy-en-Brie

Article 6. Propriété intellectuelle

Notre société est seule propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur le contenu de la lettre et du site, de sa structure générale, ainsi que des textes, images animées ou non, sons, savoir-faire, dessins, graphismes et autres éléments la composant. Toute utilisation, rediffusion, communication sous une forme quelconque, même partielle, en dehors des conditions d'abonnement, est interdite sauf accord écrit préalable.

La marque « Habitat & Collectivités locales » ainsi que les marques et logos de notre société, et de nos partenaires pouvant figurer dans la lettre et sur le site sont des marques et logos déposés. Toute reproduction totale ou partielle de ces marques et logos sans autorisation expresse de notre part est prohibée.